

Ils vont présenter la note aux contribuables

La recherche permanente de profits des groupes financiers, des fonds spéculatifs et des banques a provoqué en quelques mois la crise la plus grave que le monde ait connu depuis 1929.

Au coeur de cette crise, se trouvent un système et des politiques qui sont orientées vers la recherche de la rentabilité financière qui écrase la croissance réelle, diminue les dépenses publiques et met en concurrence les hommes et les territoires.

C'est ce système qui vacille et qu'il faut changer.

En France, en Europe et dans le monde, il est urgent d'adopter des réformes, permettant de mobiliser l'argent au service de la réponse aux besoins sociaux et humains et d'un nouveau type de développement

La CGT demande au gouvernement, assez indifférent au drame qui est en train de se produire pour des millions de familles, de massivement soutenir la consommation.

Au lieu que l'argent aille aux actionnaires et à la spéculation, il faut le rendre au travail. Depuis vingt ans, tout a été fait pour que l'exploitation du travail soit à son maximum. Dans la valeur ajoutée 10 % de la valeur du travail s'est déplacé au profit du capital, ce qui a permis de constituer des sommes fabuleuses qui sont allées à la spéculation. Comme il fallait de la consommation pour que la production puisse s'écouler, on a développé l'endettement des ménages, c'est la raison entre autres de la crise.

Pour les salariés et les retraités, c'est la double peine : on a comprimé les salaires et les pensions pour permettre la spéculation financière, et aujourd'hui, en raison de la crise financière, on leur dit "chômage technique" on supprime les emplois... et on accentue la baisse du pouvoir d'achat »

Il y a eu une intervention pour aider les banques, une deuxième pour les entreprises, l'addition au total s'élève à 400 milliards d'euros de prêts ou de garanties de l'État, mais aujourd'hui, le plan annoncé de soutien aux salariés, **c'est zéro.**

Au contraire, ils en profitent pour aller plus loin dans les vieilles recettes du capitalisme libéral, qui sont en fait au coeur de la crise : bas salaires, exonération fiscales pour les patrons, aggravation de la précarité pour les salariés, multiplication des plans de licenciements, mise au chômage des intérimaires, secteurs d'activités sinistrés tels l'automobile, la construction, l'aéronautique etc., salaires plus comprimés encore, dépenses publiques amputées... SARKOZY est seulement préoccupé d'obliger les chômeurs à accepter n'importe quel emploi et à « travailler plus pour gagner plus » et il

laisse entendre que demain tout le monde devra travailler le dimanche pour avoir un emploi (...) or des études, y compris dans le secteur du commerce, ont montré qu'au final ce serait plus destructeur d'emplois dans les petits commerces que créateur dans le secteur de la grande distribution.

Ils vont présenter la note aux contribuables

En France, en Europe et dans le monde, il est urgent d'adopter des réformes ambitieuses, permettant de mobiliser l'argent au service de la réponse aux besoins sociaux et humains et d'un nouveau type de développement.

La CGT propose à toutes les organisations syndicales de se réunir très rapidement pour préparer une mobilisation importante de tous les salariés, demandeurs d'emploi et retraités de notre pays pour exiger que l'argent qui est aujourd'hui sur la table revienne aux salaires, à l'emploi et au pouvoir d'achat.

C'est dans ces termes que nous voulons préparer la conférence qui est annoncée par le président de la République. Quant à cette conférence, nous voudrions faire remarquer que pour prendre des décisions sur les banques, Nicolas Sarkozy réunit les banquiers ; pour prendre des décisions sur les entreprises, il réunit les entrepreneurs ; mais pour prendre des mauvaises décisions sur l'emploi, il ne tient pas compte de l'avis des organisations syndicales. Ainsi, il ne reconnaît pas aux organisations syndicales, et à travers elles aux salariés, la possibilité d'intervenir sur les choix financiers concernant l'économie, l'évolution de l'emploi et les aides aux entreprises et aux banques. Ce qui est inadmissible, car tout l'argent que le président est en train de dépenser sans compter à une seule source : le travail des salariés.

- **Rassemblement unitaire le 22 novembre à Lille à partir de 14 h 30 (Place du Théâtre).** Animation, prises de parole, signature de pétitions auprès de la population.... seront à l'ordre du jour.

La mobilisation des usagers est nécessaire pour obliger le gouvernement à abandonner toute idée de privatisation de La Poste. La Cgt réaffirme que la privatisation n'est ni négociable, ni amendable, elle se combat ! SOULIGNONS QUE CETTE LUTTE PORTE EN ELLE LA DÉFENSE DE L'INTÉRÊT GÉNÉRAL ET QUE NOUS DEVONS DONC NOUS EFFORCER D'Y IMPLIQUER LE PLUS GRAND NOMBRE D'USAGERS.